



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/201 portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société MCC NANTES FRANCE à Sautron**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment ses articles 65 et 66 ;

Vu l'arrêté préfectoral délivré le 5 février 2008 autorisant la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR à procéder à l'extension de ses activités d'impression par héliogravure situées sur territoire de la commune de Sautron, au lieu-dit « Tournebride » ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 14 novembre 2019 faisant connaître que la société MCC NANTES FRANCE a succédé à la SAS SIM'EDIT IMPRIMEUR pour l'exploitation des installations susvisées ;

Vu le « dossier de réexamen IED » transmis par l'exploitant au préfet le 10 janvier 2025 ;

Vu les rapports de vérification des installations électriques de l'APAVE en date des 23 août 2023 et 13 juin 2024 et notamment les certificats Q18 contenus dans ces rapports ;

Vu le document intitulé « Assistance au classement des zones ATEX dans un lieu de travail » en date du 28 juin 2024 élaboré par le BUREAU VERITAS ;

Vu l'article 65 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Matériels utilisables en atmosphères explosibles : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles » ;

Vu l'article 66.A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui dispose :

« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences » ;

Vu l'article 2.9.4 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé qui dispose :

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

Technique	Description
a. Détermination des équipements critiques	Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).
b. Inspection, maintenance et surveillance	Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

Vu l'article 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé qui dispose :

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	12

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduels :

Paramètre	Unité	VLE (Moyenne journalière ou moyenné sur la période d'échantillonnage)
COVT	mg C/Nm ³	20 (1)
(1) La VLE est 50 mg C/Nm ³ en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré.		

Vu le plan de gestion des solvants (PGS) de 2024 qui fait état d'un pourcentage d'émissions diffuses de COV du site de 19,6 % ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 21 mai 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par mail du 11 juin 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 28 avril 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les installations électriques du site n'ont pas fait l'objet d'un contrôle complet d'après les certificats Q18 établis en 2023 et 2024 susvisés ;
- les installations électriques contrôlées en 2023 et 2024 présentent des risques d'incendie et d'explosion d'après les certificats Q18 établis pour les années précitées ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier, au moment de la visite, que les installations électriques situées en zone d'atmosphère explosible respectent les dispositions spécifiques à ce zonage ;

- l'exploitant n'a pas déterminé, au moment de la visite, les équipements critiques relatifs aux émissions de COV du site et mis en place un programme d'inspection, de maintenance et de surveillance pour réduire les conditions d'exploitation autres que normales ;
- les installations n'étant pas mesure de respecter la valeur de 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés (Cf. article 3.11.1.1 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022), elles doivent respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels prescrites à l'article 3.11.1.2 de ce même arrêté. Le pourcentage maximal réglementaire d'émissions diffuses en COV à savoir 12 % des solvants organiques utilisés à l'entrée du process n'est pas respecté ;
- la « laveuse de pièces » n'étant pas raccordée à l'incinérateur (COV rejetés à l'atmosphère sans traitement), la valeur limite en COVT de 20 mg/Nm³ dans les gaz résiduels prescrite à l'article 3.11.1.2 susvisé n'est pas respectée dans le rejet final de cette machine ;
- Le pourcentage maximal réglementaire d'émissions diffuses en COV du site prescrit par l'arrêté ministériel du 03 février 2022 susvisé n'est pas respecté.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 65 et 66.A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et 2.9.4 et 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisés ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MCC NANTES FRANCE de respecter les dispositions des articles 65 et 66.A de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et 2.9.4 et 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1 La société MCC NANTES FRANCE, exploitant des installations d'impression par héliogravure, sise ZA de Tournebride sur la commune de Sautron, est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de **3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de des articles 65 et 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, en transmettant les éléments attestant que :
 - un contrôle complet des installations électriques du site a été effectué ;
 - les installations électriques du site ne présentent plus de risques d'incendie et d'explosion (certificat Q18) ;
 - les installations électriques situées en zone d'atmosphère explosible (ATEX) sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du code de l'environnement ;
- dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de de l'article 2.9.4 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, en transmettant la liste des équipements critiques pour la protection de l'environnement, relatifs aux émissions de COV et leur programme d'inspection de maintenance et de surveillance ;
- dans un délai de **12 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.11.1.2 de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé, en transmettant les éléments attestant d'un pourcentage maximal d'émissions diffuses de COV pour l'ensemble du site de 12 % (calculé d'après le plan de gestion des solvants et selon les solvants organiques utilisés à l'entrée du site) ainsi que du respect de la valeur limite en COVT de 20 mg/Nm³ dans les gaz résiduels du rejet final de la « laveuse de pièces ».

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société MCC NANTES FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée à la maire de la commune de Sautron.

Article 6 – La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune de Sautron, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 17 juin 2025

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Dominique YANI